

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 1945

**1^{er} AOUT 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
modifiant les titres requis et la spécificité des titres requis de certains membres du personnel
de l'enseignement organisé par la Communauté française**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois du 11 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 mai 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977, 2 juillet 1981 et 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1989 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1989 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1989 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié;

Vu le protocole du 25 mai 1989 contenant les conclusions des négociations menées au sein du comité de secteur X;

Vu l'avis de l'Inspection des finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 21 juin 1989,

Arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 8 de l'arrêté royal du 22 avril 1989 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, les points 1, 3 et 4 sont remplacés par :

1. professeur de cours généraux : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;
3. professeur de morale : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (option morale), délivré par un établissement non confessionnel;
4. professeur de cours spéciaux (spécialité éducation physique) : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (éducation physique).

Art. 2. A l'arrêté ministériel du 30 avril 1989 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées d'Etat, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignement moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française, sont apportées les modifications suivantes :

— la phrase introductive de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 30 avril 1989 est remplacée par :

« Pour les cours généraux déterminés ci-après, la spécificité des titres requis pour la fonction de professeur de cours généraux, dans les lycées, dans les sections d'études techniques secondaires inférieures et dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures annexées à des établissements d'enseignement moyen, au degré inférieur des athénées royaux, est précisé comme suit : »

— Le point 3 du même article 1^{er} est remplacé par :

- « 3. mathématiques, arithmétique, algèbre, géométrie, physique, éducation scientifique :
- le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section scientifique);
 - le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section mathématique-physique);
 - le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section mathématique-sciences économiques);
 - le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section mathématique) ».

— Le point ~~4~~ est ajouté à cet article 1^{er} :

5. Sciences économiques, sciences commerciales, commerce, comptabilité, économie politique et commerciale, produits commerciaux et initiation à la vie économique :
 - le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section scientifique);
 - le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section mathématique-sciences économiques);
 - le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (section commerce) ».
- L'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1989 est abrogé.

Art. 3. Les membres du personnel nommés à titre définitif en vertu de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements et de l'arrêté ministériel du 30 avril 1969 précisant la spécificité des titres requis pour les fonctions de professeur de cours généraux et professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans les écoles moyennes, au degré inférieur des lycées et athénées royaux, dans les sections d'études professionnelles secondaires inférieures, annexées aux établissements d'enseignements moyen, dont la langue de l'enseignement est la langue française tels qu'ils étaient d'application, sont réputés être nommés au degré inférieur d'un établissement d'enseignement secondaire et peuvent se prévaloir du bénéfice des dispositions du présent arrêté.

Nonobstant les dispositions du présent arrêté, ils gardent le bénéfice de l'échelle barémique qui leur était attribuée du fait de leur nomination.

Art. 4. Par dérogation à l'article 1^{er} du présent arrêté, les membres du personnel admis au stage au plus tard le 1^{er} septembre 1989 sur base des dispositions réglementaires antérieures sont considérés avoir les titres requis pour l'admission au stage et pour la nomination à titre définitif qui interviendrait à l'issue de ce stage.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 1989.

Art. 6. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} août 1989.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1945

1 AUGUSTUS 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de vereiste bekwaamheidsbewijzen en van de specificiteit van de bekwaamheidsbewijzen vereist van sommige personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1987, 6 juli 1970, 27 mei 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977, 2 juli 1981 en 31 juli 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke lycea en athenea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair vakonderwijs verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het protocol d.d. 25 mei 1989 met de besluiten van de onderhandelingen in sectorcomité X;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën;

Gelet op het advies van de Raad van Stâte;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 juni 1989;

Besluiten :

Artikel 1. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulp personeel, en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de punten 1, 3 en 4 vervangen door de volgende bepalingen :

1. leraar algemene vakken : diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs;

3. leraar zedenleer : diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (optie : zedenleer), uitgereikt door een niet-confessionele school;

4. leraar bijzondere vakken (specialiteit lichamelijke opvoeding) : diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (lichamelijke opvoeding).

Art. 2. Het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke lycea en athenea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair vakonderwijs verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, wordt gewijzigd als volgt :

— De inleidende zin van artikel 1 van het ministerieel besluit van 30 april 1969 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Voor de hierna bepaalde algemene vakken worden de bekwaamheidsbewijzen, vereist om het ambt van leraar algemene vakken uit te oefenen in de lycea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair beroepsonderwijs verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, in de lagere graad van de koninklijke athenea, gespecificeerd als volgt » :

— Punt 3 van hetzelfde artikel 1 wordt vervangen door :

• 3 wiskunde, rekenkunde, algebra, meetkunde, fysica, lichamelijke opvoeding :

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling wetenschappen);

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling wiskunde-fysica);

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling wiskunde-economische wetenschappen);

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling wiskunde) ».

— In artikel 1 wordt punt 5 ingevoegd, luidend als volgt :

• 5 Economische wetenschappen, handelswetenschappen, handel, boekhouden, staathuishoudkunde en handelsetonomie, warenkunde, inwijding in het economisch leven :

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling wetenschappen);

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling wiskunde-economische wetenschappen);

— het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs (afdeling handel) ».

— Artikel 2 van het ministerieel besluit van 30 april 1969 wordt opgeheven.

Art. 3. De personeelsleden die vast benoemd zijn krachtens het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en het ministerieel besluit van 30 april 1969 waarbij de bekwaamheidsbewijzen gespecificeerd worden die vereist zijn om het ambt uit te oefenen van leraar algemene vakken en leraar technische vakken en beroepspraktijk in de middelbare scholen, in de lagere graad van de koninklijke lycea en athenea, in de afdelingen voor lager secundair technisch onderwijs en in de afdelingen voor lager secundair vakonderwijs verbonden aan de inrichtingen voor middelbaar onderwijs, waar het Frans de onderwijstaal is, zoals ze van toepassing waren, worden geacht benoemd te zijn in de lagere graad van een inrichting voor secundair onderwijs en genieten de voordelen die voortvloeien uit dit besluit.

Ongeacht de bepalingen van dit besluit, behouden ze het voordeel van de weddeschaal die hun uit hoofde van hun benoeming toegekend werd.

Art. 4. In afwijking van artikel 1 van dit besluit worden de personeelsleden die ten laatste op 1 september 1989 tot de stage werden toegelaten op basis van voorgaande reglementaire bepalingen, geacht houder te zijn van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de toelating tot de stage en de vaste benoeming die op het einde van bedoelde stage volgt.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1989.

Art. 6. De Minister die bevoegd is voor het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 augustus 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 89, — 1948 (89 — 1653)

7 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse. — Erratum

A l'article 1^{er} du texte français de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1989 modifiant l'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse, publié au *Moniteur belge* du 7 septembre 1989, page 15412, il faut lire « L'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse est complété par un chapitre VI, libellé comme suit : « Chapitre VI. Dispositions propres à la Région wallonne » au lieu de . « L'arrêté royal du 28 février 1977 ... est complété par un chapitre IV, libellé comme suit : « Chapitre IV. Dispositions propres à la Région wallonne ».